

« Le marché gouverne »

En confiant les clés de la crise aux financiers, en écoutant trop les agences de notation, en renonçant à une autre politique, les gouvernants européens mettent en péril la démocratie. Entretien avec André Orléan, économiste « atterré »

PROPOS RECUEILLIS PAR
FRÉDÉRIC JOIGNOT

La politique ne se fait pas à la corbeille », lançait le général de Gaulle le 28 octobre 1966 quand la Bourse plongeait, après avoir exagérément monté, en 1962. L'économiste André Orléan, directeur de recherche au CNRS, rappelle cette formule pour montrer, dans un entretien au Monde, que le pouvoir politique est aujourd'hui assujéti aux décisions des marchés financiers. De la même façon, il trouve « disproportionné » l'affolement qui a suivi la dégradation de la note de la France par l'agence de notation Standard & Poor's.

André Orléan, 61 ans, vient de recevoir le prestigieux prix Paul-Ricœur pour son ouvrage *L'Empire de la valeur. Refonder l'économie* (Seuil, 2011). Il déploie dans ce livre une critique de fond des économistes « néoclassiques », qui veulent faire croire à l'« objectivité » des valeurs financières, quand lui décrit un système subjectif. Pour éviter les fausses évaluations, les crises et les krachs cycliques, mais aussi les politiques de rigueur imposées aux populations, André Orléan affirme qu'il faut repenser la notion de valeur, en comprendre les limites, redonner sa force au pouvoir politique.

C'est pour s'atteler à cette réflexion qu'André Orléan préside l'Association française d'économie politique (AFEP), qui milite pour le pluralisme dans l'enseignement et la recherche en économie. Il est aussi un des quatre signataires du *Manifeste d'économistes atterrés* (éd. Les liens qui libèrent, 2010), qui remettent en cause la politique de l'Union européenne dans le traitement de la dette souveraine. Le quartet vient de publier aussi *Changer d'économie! Nos propositions pour 2012* (éd. Les liens qui libèrent).

Qui gouverne en Europe ?

Dans la zone euro, c'est le marché. Le pouvoir politique se conforme à ses priorités et craint ses évaluations. On le voit encore avec la dégradation de la note de la France par Standard & Poor's. En même temps, le marché financier est un souverain profondément erratique et incohérent. Il n'est jamais satisfait, comme on le constate avec ces politiques de rigueur qui s'accompagnent d'une croissance faible, elle-même source de nouvelles difficultés. Au final, on a l'impression que, dans la zone euro, la confiance ne reviendra jamais.

Historiquement, la primauté du politique, c'est-à-dire sa capacité à encadrer les intérêts financiers, a eu comme instrument essentiel la banque centrale. Il ne faut pas perdre de vue cette réalité : c'est par le biais de la puissance monétaire qu'il a été possible de faire prévaloir l'intérêt collectif. Mais cela suppose que la banque centrale soit placée sous l'autorité du pouvoir politique. C'est ce qu'on constate dans les grandes démocraties. Cependant cette architecture, qui a fait ses preuves, n'a pas été adoptée par la zone euro. Une Banque centrale européenne (BCE) coupée du politique est une très mauvaise chose. Elle est, en elle-même, l'expression d'une crise très profonde de la démocratie européenne, de son impuissance congénitale.

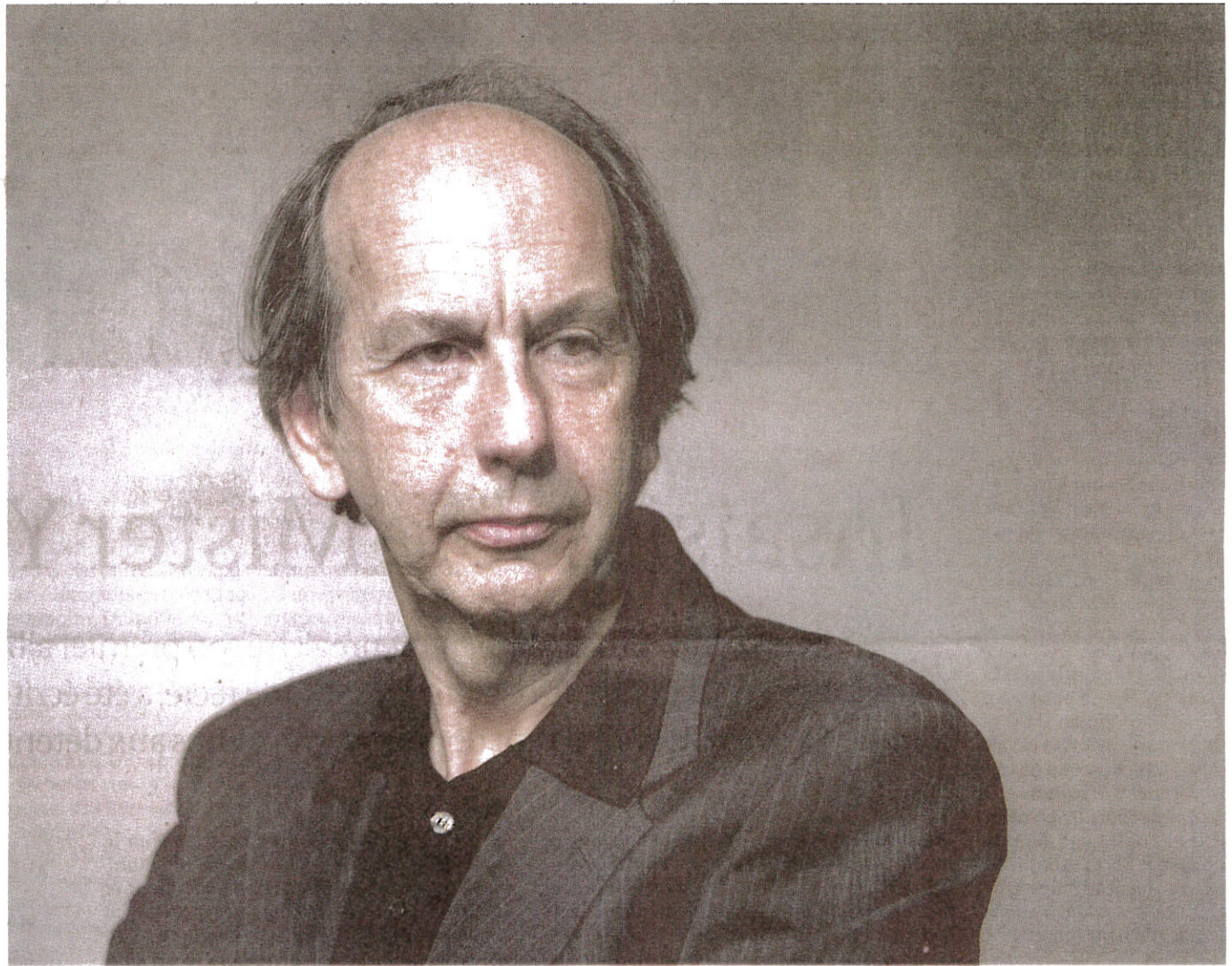
D'ailleurs, il serait plus exact de dire que l'autonomie radicale de la banque centrale, plus que le résultat d'une doctrine, est la conséquence du fait qu'il n'existe pas de facto de souveraineté européenne. Car l'histoire montre qu'un véritable souverain sait capter à son profit l'institut d'émission, quel que soit son statut juridique. Autrement dit, le premier geste d'un véritable pouvoir politique européen serait de placer la banque centrale sous son autorité.

Quand on entend que « les marchés imposent leurs vues », de quels marchés est-il question ?

Quand on dit « les marchés », on ne dit pas l'économie de marché, ni les marchés de biens. On parle des marchés financiers. On en parle comme s'ils résumaient toute l'économie, et qu'ils étaient rationnels et stables. S'ils étaient aptes à produire des estimations correctes des valeurs et des prix, leur rôle serait utile. Le problème vient du fait qu'il n'en est rien. Ils sont, de ce point de vue, très différents des marchés de biens. Ceux-ci traitent de marchandises réelles, ayant une utilité que les consommateurs peuvent juger, alors que les marchés financiers reposent sur des paris subjectifs, spéculatifs.

Ce sont des marchés de promesses. On y vend et achète des anticipations. Leur logique est d'une nature mimétique : chaque investisseur se positionne en fonction de ce que les autres vont faire. Ils ressemblent fortement à ces médias qui cherchent à découvrir non les informations importantes mais celles susceptibles d'être appréciées par le public.

Pour cette raison, un marché financier est par nature mobile, instable, plein de dérives incontrôlées. Il s'y produit inévitablement



André Orléan à Paris, le 16 janvier.

CHRISTOPHE MAOUT POUR « LE MONDE »

« Les investisseurs ressemblent à ces médias qui cherchent non les informations importantes, mais celles susceptibles d'être appréciées par le public »

des bulles, qui explosent quand l'écart à la réalité devient trop énorme pour être nié. Or la théorie libérale veut nous faire croire que les marchés financiers donnent des valeurs pertinentes, des prix objectifs, et qu'au final l'autorégulation va l'emporter. C'est ainsi que la financiarisation a été vendue aux populations.

Cette construction a été démentie par les crises qui se succèdent, depuis 1987 jusqu'au tsunami financier de 2007 et à la crise d'aujourd'hui. On ne peut se fier aux prix financiers, que ce soit un taux d'intérêt, un taux de change ou le prix d'une action.

Pourquoi leur stratégie finit-elle toujours par l'emporter ?

Il n'en a pas toujours été ainsi. Nous vivons même une situation complètement originale. Dans les capitalismes qui l'ont précédée, qu'ils soient « fordien », « rhénan », « managérial » ou autre, le contrôle des entreprises était soit dans les mains de leur propriétaire, soit, lorsque le capital était trop dilué, dans les mains des directions d'entreprise. Il s'ensuivait une forte diversité des points de vue et des évaluations. Dans ces capitalismes, seul le « flottant » était laissé au marché, le reste était géré au sein d'institutions spécifiques, que ce soient des familles, des banques, à la manière du capitalisme rhénan, ou l'Etat, comme dans le cas français.

A partir des années 1980, on a liquidé progressivement les blocs de contrôle, jugés trop coûteux, et parce que les jeux du marché faisaient apparaître de fortes opportunités de profit. Ce faisant a émergé une forme nouvelle de capitalisme, financiarisée, où la diversité des points de vue est bien moins marquée car le marché y constitue le cœur des évaluations économiques.

Le capital financier finit-il par englober toute l'activité ?

Que ce soit le marché des actions, qui définit la norme de rentabilité exigée, le marché des changes, qui détermine la valeur de l'euro, ou le marché de la dette, qui impose une rigueur budgétaire, la sphère financière domine tous les choix. Or, à la différence des marchés de biens, la finance a une dimension directement collective. Elle saisit l'économie dans sa totalité à partir d'une analyse de sa macroéconomie, de ses institutions et de sa politique. En conséquence, la primauté du politique sur le terrain de l'évaluation globale se trouve battue en brèche par la finance. C'est une situation inédite, qui met en danger la vie démocratique.

Ainsi, Standard & Poor's justifie sa dégradation de la note française en estimant que l'accord européen du 9 décembre 2011 sur la « règle d'or » budgétaire ne constitue pas « une avancée suffisamment importante » pour sortir la zone euro de la crise. Il n'y a pas lieu de s'offusquer d'un tel jugement : la démocratie suppose la liberté des opinions, et Standard & Poor's peut estimer que la politique suivie met en danger le remboursement de la dette publique.

Ce qui pose problème, c'est le poids disproportionné qui est accordé à cette opinion. A-t-on oublié que ces agences se sont trompées à de multiples reprises – lors de la crise du Sud-Est asiatique en 1997, lors de l'affaire Enron ou lors de l'évaluation des produits titrisés à l'origine de la crise actuelle ? Ce poids disproportionné est le reflet de l'impuissance des autorités politiques à faire valoir une autre vision du monde que celle des intérêts financiers.

LIRE LA SUITE PAGE 6

